



**FRANCE**

# La bataille sur les épreuves du bac prend un tour politique

## ÉDUCATION

**Les syndicats et les oppositions dénoncent « un chaos inédit » dans les lycées, à l'occasion des épreuves de contrôle continu du bac.**

**Le ministre de l'Éducation accuse La France insoumise « d'encourager des actions de nature illégale ».**

Marie-Christine Corbier  
@mccorbier

Copies arrachées et aspergées de détergent, départs de feu, fumigènes, élèves qui refusent de composer, menaces de mort à l'encontre d'un proviseur... Depuis fin janvier, des lycées ont été le théâtre de scènes violentes sans précédent, mêlant enseignants, lycéens et personnes extérieures aux établissements. Les épreuves communes de

contrôle continu (E3C) du nouveau baccalauréat, voulu par Emmanuel Macron et mis en œuvre par le ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer, sont au cœur de la contestation.

Si elles ont pu se dérouler « correctement » dans 87 % des établissements, 43 % des lycées ont toutefois connu des perturbations, selon une enquête réalisée par le principal syndicat de chefs d'établissement, le SNPDEN. « Des limites ont été dépassées. Les établissements sont devenus des cibles comme les autres – avec des fumigènes dans les salles de classe ou des départs de feu », déplore Philippe Vincent, secrétaire général du SNPDEN.

### « Charges » et « gazages »

Mardi, à l'Assemblée, le ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer s'est voulu rassurant : « Les E3C se déroulent actuellement dans l'ensemble des lycées de France, et dans 85 % des établissements cela se passe sans problème. » « C'est hélas faux », a réagi le député LR Patrick Hetzel.

La FSU, principale fédération des organisations d'enseignants, s'est dite « choquée par les charges et les

gazages », par « l'intrusion de policiers dans les lycées », par la « mise en garde à vue de lycéens » et par « la convocation au commissariat de collègues » enseignants. Interrogé sur ce sujet mercredi par la députée LFI Sabine Rubin, Jean-Michel Blanquer a répliqué vivement : « Est-il normal que vous encouragiez des feux de poubelles ? Est-il normal de voir certains députés de La France insoumise encourager des actions de nature illégale ? Sont-ce nous [qui sommes] les agitateurs ? Ou ne serait-ce pas plutôt vous, en tant que députés de la République ? »

« Quelque chose de grave se passe sur le terrain », embraie la députée PS Sylvie Tolmont. Du principal syndicat dans le secondaire, le SNES-FSU, elle reprend la critique de « rupture d'égalité », alors que « les sujets [ont été] mis en ligne sur les réseaux sociaux » dans « un chaos inédit ». « Vous caricaturez et vous schématisez », rétorque Jean-Michel Blanquer.

« Le système des séries date de 1965, analyse Pierre Mathiot, copilote du comité de suivi de la réforme du bac. Il s'agit donc de faire bouger les lignes de façon structurelle et c'est assez

compliqué. Une bonne partie des difficultés liées aux E3C viennent du fait que beaucoup d'usagers du système n'ont pas compris que c'était un nouveau bac, et ont tendance à vouloir faire bachoter leurs élèves comme s'il s'agissait déjà des épreuves finales ou anticipées du bac, alors que ces partiels ou devoirs sur table ne compteront que très marginalement. »

### «Retrouver le calme»

Dans une lettre au ministre, le SNES-FSU a ainsi réclamé « l'annulation » des épreuves et leur « transformation en épreuves nationales terminales », tout en lui de « mettre fin à la vague de sanctions et à la répression ». Le SGEN-CFDT a lui aussi appelé, à « la suspension » des épreuves, pour « retrouver le calme ». Mais ce dernier, adoptant une ligne opposée au SNES, voudrait voir évoluer les épreuves vers un vrai contrôle continu. Les syndicats ont jusqu'au 11 mars pour transmettre leurs préconisations au comité de suivi chargé de la réforme du bac en vue d'une sortie de crise. La deuxième session d'épreuves de contrôle continu est quant à elle prévue pour avril. ■



Manifestation mercredi devant le lycée Jules-Ferry à Paris. Photo Jérôme Gilles/NurPhoto